

## **Tourner la page du libéralisme** (Alternatives Économiques n° 207, novembre 2002)

La reprise attendue il y a quelques mois pour le second semestre de cette année marque le pas. La poursuite de l'effondrement des cours boursiers dans le courant de l'été, les inquiétudes sur la situation internationale nourries par les menaces de Georges Bush à l'égard de l'Irak, la détérioration du moral des ménages avec la poursuite de la hausse du chômage... Tout concorde pour que la France, comme les autres grands pays industrialisés s'installe dans la croissance molle.

Face à cette situation, la politique économique du gouvernement Raffarin est, au mieux, inadaptée au pire, franchement à coté de la plaque. C'est le cas en matière de fiscalité ou encore de réduction du temps de travail. C'est le cas aussi en ce qui concerne les privatisations. Mais, dans ce dernier cas, il s'agit d'un phénomène structurel qui concerne l'ensemble des pays industrialisés.

Dans la situation de faiblesse de la demande qui caractérise l'économie en ce moment, le choix d'abaisser l'impôt sur le revenu pour satisfaire les engagements de campagne de Jacques Chirac est à la fois injuste, et profondément inadapté. Augmenter le revenu disponible de la moitié la plus riche des français en oubliant l'autre n'est pas la meilleure façon de relancer la consommation dans une période où les incertitudes et la montée du chômage tendent à accroître l'épargne de précaution. Certes, le gouvernement Raffarin a été bien inspiré d'oublier une partie de son programme électoral et de conserver la prime pour l'emploi. Mais il aurait été encore mieux inspiré s'il l'avait augmentée du même montant que la baisse de l'IR, comme le proposait la gauche.

L'augmentation massive du contingent d'heures supplémentaires – le retour aux 39 heures comme l'ont souligné certains commentateurs – est également absurde conjoncturellement. Il va conduire à une reprise faible et sans créations d'emplois, car les entreprises vont utiliser les heures supplémentaires pour satisfaire l'augmentation de la demande. La faiblesse de l'emploi risque à son tour de peser sur la consommation et donc sur la croissance. Bref le scénario inverse de celui des années Jospin où la combinaison d'une politique de stimulation de la demande par la création d'emploi (emploi-jeunes notamment) et de la réduction du temps de travail avait conduit à des créations d'emplois sans précédent dans notre histoire et à une croissance très supérieure à celle de nos partenaires.

Enfin, la crise actuelle a des origines plus lointaines qui remonte en fait aux excès de la libéralisation des années 80. La privatisation totale aux Etats-Unis d'activités de réseau fortement capitalistiques dans les télécommunications, le transport, l'électricité, s'avère en fait incompatible avec la rentabilité attendue du capital dans le secteur privé. Sans aide publique ou sans financement public d'une partie de ces infrastructures, la rentabilité de ces secteurs est trop faible et cela explique en partie les effondrements boursiers auxquels nous assistons. Bref, il est grand temps de tourner la page du libéralisme, mais les gouvernements de droite récemment élus en Europe ne sont sans doute pas les mieux placés pour cela.

Pierre-Alain MUET,  
professeur d'économie à l'école polytechnique, Adjoint PS au maire de Lyon